

La leçon de politique des femmes

PARLEMENT Un demi-siècle après avoir obtenu le droit de vote et d'éligibilité, 246 représentantes de toutes les régions ont pris place au Conseil national pour une Session des femmes. Elles ont envoyé un signal fort au parlement institutionnel

MICHEL GUILLAUME
@mfguillaume

Elle rayonne, Olga Madjinodji. Cette spécialiste en intégration au service de la ville de Bienne ne boude pas son plaisir d'avoir participé à la Session des femmes organisée à l'occasion du cinquantième anniversaire du suffrage féminin en Suisse. «J'ai eu l'impression d'écrire l'histoire», témoigne-t-elle. Au terme de quelque 80 votations, les 246 élues ont approuvé une vingtaine de revendications, esquissant une Suisse plus inclusive et solidaire.

Requérante d'asile, titulaire d'un permis B, puis C, Suisseuse aujourd'hui. «J'ai eu tous les statuts dans ce pays», énumère Olga Madjinodji, ajoutant: «Je fais par-

«Je n'avais jamais vécu une telle ferveur dans la salle»

ISABELLE MORET,
CONSEILLÈRE NATIONALE

tie de son histoire, même si j'ai un background migratoire.» Vendredi dernier, la jeune femme racontait cela lors du débat sur le droit de vote aux «habitants-e-s sans passeport suisse», dès lors qu'ils résident en Suisse depuis cinq ans. Cette revendication, que les observateurs considèrent comme «révolutionnaire» tant elle paraît irréaliste politiquement, est apparue comme une évidence à l'assemblée qui l'a approuvée massivement.

Diverse et plurielle

Lors de cette session la Bienneoise, comme beaucoup d'autres, a incarné une Suisse diverse et plurielle. A vrai dire, les femmes ont donné une belle leçon de politique au parlement institution-



Le premier jour de session au Conseil national, vendredi 29 octobre. Les débats ont été marqués par le respect et l'écoute mutuelle. (PETER KLAUNZER/KEYSTONE)

nel, celui qui a été élu en octobre 2019 par le peuple. Les débats ont été marqués par un respect, une faculté d'écoute et l'absence de toute attaque personnelle qui ont frappé les observateurs.

«C'est la politisation des femmes la plus forte à laquelle j'assiste depuis celle de mai 1968», se réjouit pour sa part Cécile Bühlmann, âgée aujourd'hui de 72 ans, qui a siégé dans ce parlement de 1991 à 2005 dans les rangs des

Vert-e-s. Il y a d'abord eu le mouvement international #MeToo. Mais aussi, au niveau suisse, le film *L'Ordre divin*, de Petra Volpe, et la grève des femmes du 14 juin 2019. Ce jour-là, des dizaines de milliers de femmes en colère avaient manifesté devant le Palais fédéral en brandissant de nombreuses banderoles. Deux ans plus tard, une partie d'entre elles ont pénétré dans cette enceinte du pouvoir. Elles ont troqué leurs slogans

contre un catalogue de revendications concrètes, prêtes à se mobiliser sur un plan institutionnel. «Ce plaisir de débattre et de s'engager, je n'avais jamais vécu une telle ferveur dans la salle», relève Isabelle Moret (PLR/VD), qui a dirigé une partie de la session.

Après avoir siégé dans huit commissions précédant la session, les femmes qui se sont exprimées à la tribune ont fait preuve d'une remarquable connaissance des

dossiers, malgré leur relative inexpérience de la politique.

Une nouvelle génération de politiciennes

Cette nouvelle génération de politiciennes est aussi prête à labourer tout le terrain de la politique. «Jusqu'à présent, les femmes se sont attaquées à des thèmes classiques comme les inégalités salariales, le social et la santé. Désormais, elles reven-

diquent l'égalité dans tous les domaines, que ce soit dans la science, l'économie numérique ou la médecine», note de son côté Carine Carvalho, cheffe du Bureau de l'égalité de l'Université de Lausanne.

Ainsi, Malvine Moulin, gestionnaire en tourisme et députée PDC au Grand Conseil valaisan, s'est battue avec succès pour la promotion des femmes dans les professions MINT (mathématiques, informatique, sciences naturelles et technique), afin qu'elles y soient représentées à 50% d'ici à 2030. Pour elle, l'événement a été l'occasion de réseauter à tous les échelons. Vendredi soir, toutes les Valaisannes se sont retrouvées au restaurant Kornhauskeller. «Nous allons voir ce que nous pouvons faire de ces propositions au niveau cantonal aussi», déclare-t-elle.

Fonds d'infrastructure pour les crèches et l'accueil extra-familial des enfants, égalité devant la retraite, mise sur pied d'un programme national de médecine axée sur le genre, programme d'action pour la protection contre les violences faites aux femmes doté de 700 millions par an: que va-t-il advenir de toutes ces revendications? Samedi, elles ont été transmises aux bureaux du Conseil national et du Conseil des Etats. «Cette session envoie un signal fort au parlement et à la société en général, de même qu'elle donne une grande impulsion au combat pour l'égalité», résume Kathrin Bertschy, coprésidente de la faïtière des organisations féminines Alliance F.

Cécile Bühlmann, elle, s'avoue à moitié rassurée: «Nous devons encore faire la révolution dans nos têtes. Dans les couples, les enfants prennent le nom du mari dans 80% des cas. Mais au moins, je peux prendre définitivement ma retraite politique. La relève des femmes est assurée.»

Une initiative pour renouer avec l'Europe

ACCORDS BILATÉRAUX Opération Libero et les Vert-e-s annoncent le lancement d'une initiative populaire. Un des objectifs est de pousser le Conseil fédéral et les partis gouvernementaux à faire aboutir l'accord-cadre

AINA SKJELLAUG
@AinaSkjellaug

Une initiative pour donner au peuple la possibilité de participer aux décisions européennes. Elle doit permettre de «réparer la faille démocratique», disait hier Stéphane Decrey, membre du Comité directeur d'Opération Libero. Son mouvement, soutenu par le parti des Vert-e-s, veut marquer le retour de la société civile dans un débat européen qu'ils sentent confisqué par le Conseil fédéral. «Ce mikado politique européen, dans lequel le premier à faire bouger les lignes est considéré comme le perdant, doit enfin cesser», déclare la coprésidente d'Opération Libero, Sanija Ameti.

Prosperité «en danger»

Opération Libero est né en 2014, en réaction à l'adoption par le peuple suisse de l'initiative de l'UDC «Contre l'immigration de masse». Ce mouvement de jeunes citoyens se profile dans une posture d'ouverture, voulant éviter que «la Suisse ne se transforme en musée».

«Ceux qui détiennent les clés du débat, le Conseil fédéral et les partis, se livrent à des manœuvres dilatoires qui traduisent un manque de courage. Nous, la société civile, voulons aussi peser sur ce débat pour faire aboutir l'accord-cadre», ajoute Stéphane Decrey.

L'urgence: le domaine de la recherche dans les universités suisses qui est progressivement exclu des programmes européens. Mais aussi, à terme, une pénurie d'énergie découlant entre autres du refus de l'accord institutionnel avec l'Union européenne. Autre priorité, l'accès au marché pour la medtech. «C'est notre prospérité, notre dynamisme, notre qualité de vie qui sont en danger», alerte Stéphane Decrey.

L'initiative populaire ne cherchera pas à prescrire de solution spécifique,

«Nous souhaitons que le gouvernement élabore des pistes d'accords bilatéraux, mais nous sommes encore loin d'une adhésion»

STÉPHANE DECROY, OPÉRATION LIBERO

mais à fixer les jalons d'une future relation avec l'Union européenne. Le projet de texte veut que le Conseil fédéral négocie «en quelques années» une participation assurée au marché intérieur et dans d'autres secteurs politiques de l'Union européenne. Puis le soumette au peuple.

Car Opération Libero veut aujourd'hui marquer le retour de la société civile dans un débat européen qu'il sent confisqué par le Conseil fédéral.

Le mot d'adhésion n'apparaît plus comme tabou. «Toutes les options sont ouvertes», affirme Stéphane Decrey. «Nous souhaitons que le gouvernement élabore des pistes d'accords bilatéraux, mais nous sommes encore loin d'une adhésion, que ce soit à l'EEE ou à l'UE.»

La volonté du mouvement est de construire une alliance aussi large que possible, et de dépasser le clivage gauche-droite. La presse dominicale a fait le tour des partis gouvernementaux et rapporte que si le Parti socialiste «examinera le texte avec attention», à droite, ni le centre ni le PLR ne vont collaborer.

Le président centriste, Gerhard Pfister, déclare au *Matin Dimanche* qu'il est «totalement erroné de mettre un délai dans la Constitution», quant au président PLR, Thierry Burkart, il déclare que l'initiative «nuit à la Suisse», et que l'on «poignarde le Conseil fédéral dans le dos». La récolte de signatures débutera au plus tard en juin 2022. ■

EN BREF

Cimetière juif de Saint-Gall: tombes profanées

Neuf pierres tombales ont été renversées dans le nouveau cimetière juif de Saint-Gall dans la nuit de dimanche à lundi. Les auteurs de l'infraction ont fait usage de la force physique pour renverser les pierres, a indiqué la police. Le centre de compétence de la police scientifique a effectué une enquête médico-légale. La police cantonale a ouvert une enquête pour dommages à la propriété et atteinte à la paix des morts. ATS

Certificat covid: trois arrestations à Zermatt

A Zermatt (VS), la police a arrêté hier trois exploitants d'un restaurant. L'établissement a été fermé vendredi sur décision du Conseil d'Etat parce que les patrons ne contrôlaient pas le passeport covid de leurs clients. Depuis, ils ont continué à servir. Depuis l'entrée en vigueur de la prolongation du certificat covid, la police cantonale valaisanne, en collaboration avec la police régionale de Zermatt, a inspecté le restaurant à plusieurs reprises et l'a déjà dénoncé au Ministère public pour des violations avérées de l'ordonnance Covid-19. ATS

Les travailleurs à bas salaires manifestent

Plus de 12500 travailleuses et travailleurs du bâtiment et d'autres secteurs ont manifesté samedi à Genève, Berne, Olten, Zurich et Bellinzzone. Ils ont réclamé une meilleure reconnaissance de leur travail durant la pandémie de Covid-19 et plus de salaire. Les syndicats Unia et Syna avaient lancé l'appel à manifester. Les professionnels du bâtiment ont été rejoints par des manifestantes et manifestants des soins, de la vente et de la logistique. Les travailleurs de la construction n'ont pas eu droit au travail à distance, pas plus que les vendeuses ou les soignantes qui ont œuvré d'arrache-pied en première ligne au plus fort de la pandémie. ATS

Soignants dans la rue

A quatre semaines de la votation sur l'initiative sur les soins, le personnel soignant est descendu dans les rues de Berne samedi. Quelque 5000 manifestantes et manifestants ont réclamé de meilleures conditions de travail et plus de respect. Des professionnels des soins provenant de toutes les régions du pays ont témoigné de l'«état de nécessité» dans le domaine de la santé. ATS